

ETAT DE LA COALITION

Craquelures

Raymond Klein

Unis contre le nucléaire, actifs sur le plan écologique et social, telle est l'image que cherche à donner de soi la coalition gouvernementale. Inspectée de plus près, cette façade présente pourtant bien des craquelures.

Le propre des grands orateurs est de susciter l'enthousiasme par leurs envolées lyriques, d'éviter ainsi que les auditeurs achoppent sur les petits détails de leurs discours. Petits détails qui n'en sont pas moins travaillés et ciselés, de manière à ce qu'on ne puisse leur reprocher d'avoir menti.

Ainsi Jean-Claude Juncker, lors du discours sur l'état de la nation de la semaine dernière, a revendiqué l'« arrêt du nucléaire », ce qui lui a valu des bravos. Pourtant, un « arrêt » n'égale pas une « sortie » : l'intention est de ne plus construire de nouveaux réacteurs nucléaires mais pas forcément de désactiver prématurément les centrales existantes. Et dans la phrase précédente du premier ministre, on retrouvera, à peine voilée, une illustration du double langage du gouvernement sur la question : « Nous n'avons pas d'influence sur le mix énergétique de nos voisins, aux réseaux énergétiques auxquels nous sommes obligés de nous connecter afin de garantir notre sécurité d'approvisionnement. » Cette construction

compliquée du point de vue de la grammaire a un contenu sémantique simple : malgré Fukushima, on poursuivra la construction de la fameuse « ligne Sotol » reliant le réseau luxembourgeois au réseau électronucléaire français. En d'autres mots : Juncker se déclare favorable à une sortie progressive du nucléaire, mais maintient un projet qui facilitera l'écoulement des kilowattheures françaises et contribuera à conforter Paris dans ses choix de politique énergétique.

Lucien & Lucien

Affirmer une chose et son contraire n'est pas l'affaire de tout le monde. Sur la question du nucléaire, Lucien Thiel, a priori soumis à un certain devoir de réserve en tant que président du groupe parlementaire CSV, n'a pas fait dans la dentelle. « Sous l'impression des images télévisées qui nous sont livrées à domicile tous les soirs, tout le monde est soudainement devenu favorable à une reconversion rapide vers des énergies alternatives », a-t-il expliqué lors du débat sur le discours de Juncker. Le sous-entendu semble évident : le rejet du nucléaire par la population et la politique ne serait qu'une réaction émotionnelle au sensationnalisme médiatique, et la rationalité voudrait que nous continuions comme avant. Cette

manière de voir les choses laisse planer un doute sur le rejet « depuis toujours » de l'énergie nucléaire que le CSV a attesté le 30 mars dans un communiqué. Et cela explique peut-être pourquoi, à ce jour, ce parti est le seul à ne pas avoir rejoint le Comité d'action national contre le nucléaire.

Evidemment, on peut aussi y voir une sorte d'honnêteté intellectuelle, alors que d'autres brûlent aujourd'hui ce que, hier encore, ils ont adoré. L'exemple du LSAP est flagrant en la matière. Lors de la réactivation du Comité d'action il y a deux semaines, ce parti était d'office partie prenante. D'un point de vue historique, cela est justifié, puisque c'est un congrès du LSAP qui fit capoter - à trois voix près - le projet de construction d'une centrale nucléaire à Remerschen. Mais depuis dix ans, les positionnements pro-nucléaires du député européen Robert Goebbels et les déclarations équivoques du ministre de l'économie Jeannot Krecké, la crédibilité de la ligne anti-nucléaire que le parti a continué à afficher officiellement est plus que relative. Concernant la connexion au réseau français, c'est d'ailleurs Krecké qui a poursuivi ce projet sans la moindre équivoque - et sans se faire taper sur les doigts par ses camarades. Jeudi dernier, Lucien Lux, en tant que président du groupe socialiste, a fait preuve

de perspicacité : « Si on avait investi autant d'argent dans la recherche et le développement des énergies renouvelables que dans la technologie nucléaire, le chapitre de l'énergie atomique pourrait être clos depuis longtemps en Europe. » Hélas, au Luxembourg, un coup d'arrêt dramatique à été porté en 2005 au développement des énergies renouvelables, quand le même Lux, alors ministre de l'environnement, en accord avec son collègue Krecké, a suspendu les aides étatiques.

Paint it green

Les partis politiques ne sont pas les seuls à ajuster leur discours. Ainsi Robert Dennewald, président de la Fedil, s'adressant à son assemblée générale le lendemain de la déclaration de Juncker, a prudemment assuré qu'il n'allait pas « commenter le bien-fondé des choix politiques en question reflétant les craintes et les sentiments d'insécurité exprimés par une large partie de la population ». Mais quelques phrases plus loin, il fait quand même savoir que « l'idée de vouloir remplacer rapidement une part significative de cette énergie primaire par la mise en oeuvre de capacités d'énergies renouvelables ne me paraît pas très réaliste et ce ni en termes de délais, ni en termes d'en-



Contre le nucléaire ?
Prenez un comprimé
d'iode, ça passera...

vergure ». En d'autres mots, sans vouloir contrarier la majorité de la population, Dennewald considère que même une sortie partielle du nucléaire n'est qu'un doux rêve... Néanmoins, il associe habilement l'intérêt de l'industrie - l'électricité la moins chère possible - à l'intérêt public : « Indépendamment du degré de justification de nouvelles options (...) la politique énergétique ne peut se passer des réponses à fournir aux questions liées à la sécurité et à la compétitivité-coût des approvisionnements. »

En matière de protection du climat par contre, la position de la Fedil s'exprime de manière plus tranchée, en réclamant « un moratoire dans les discussions politiques autour d'un éventuel renforcement des objectifs climatiques européens ». En effet, la fermeture de centrales nucléaires, combinée au renchérissement du pétrole, conduira sans doute à une augmentation des prix de l'énergie. Le souci de Dennewald est compréhensible : un engagement unilatéral de l'Union européenne à baisser ses émissions de CO₂ de 30 au lieu de 20 pour cent serait difficile à digérer pour une partie de l'industrie. D'un autre côté, la Fedil ne peut ignorer qu'un échec des négociations climatiques aurait des conséquences bien plus graves à un horizon plus loin-

tain, en termes de coût aussi bien humain qu'économique.

Mais peut-être que les industriels luxembourgeois ont tort de s'inquiéter, puisque le premier ministre a annoncé des objectifs « ambitieux » du côté du CO₂ émis par le chauffage des logements privés. Les mesures annoncées - aides plus conséquentes à l'assainissement, subvention de nouvelles constructions conditionnées par la performance énergétique - semblent aller dans la bonne direction. Mieux vaut tard que jamais, diront les critiques, tandis que d'autres, comme la CGFP et le LSAP font la fine bouche : les mesures seraient trop écolo et pas assez « sociales ». En effet, les classes moyennes seront désormais forcées à dépenser les primes étatiques pour un triple vitrage plutôt que pour des poignées de porte dorées...

Dans le rouge

Quant au caractère ambitieux des objectifs, on se permettra de ne pas y croire, à défaut d'objectif chiffrés. Enfin, côté transports, Juncker a surtout parlé de l'électromobilité, signal clair que la construction du tram aussi bien que la sortie du tourisme pétrolier ne sont pas à l'ordre du jour. Cela augure mal de l'avenir du fameux pacte pour le climat, en cours

de négociation avec les ONG, et qui devra être finalisé par la Chambre avant l'été.

Sur fond de projets gouvernementaux lacunaires et de propositions peu crédibles du DP, la motion de Déi Gréng concernant un « Zukunftsfonds » a fait l'effet d'une bouffée d'air frais. L'idée est de mettre de côté des recettes extraordinaires et inattendues afin de les investir « dans les domaines des énergies renouvelables, des infrastructures de transports collectifs et de la rénovation énergétique des logements privés ». L'idée n'est pas nouvelle, elle avait déjà été discutée lors de l'élaboration du budget 2011 (woxx 1088). Les réactions des partis de la coalition gouvernementale sont restées les mêmes. Côté LSAP, un manque d'enthousiasme certain, côté CSV, une mise au point de la part du ministre des finances Luc Frieden : les recettes supplémentaires serviront prioritairement à combler le déficit.

En fin de compte, l'impression qui se dégage du discours sur l'état de la nation et du débat subséquent est celle d'un gouvernement prêt à limiter les politiques d'austérité dans la mesure où la situation budgétaire est relativement bonne. Un gouvernement dans lequel, pour le meilleur et le pire, c'est le CSV qui donne le « la ». Ainsi la réforme de l'avor-

tement a été mise au placard, tandis que les réformes de l'indexation et des pensions se retrouvent sur la table.

Lucien Lux, au nom du LSAP, a souligné l'accord des partenaires sur l'orientation générale comme sur les détails. S'il n'a pas su concurrencer Juncker rhétoriquement, la manière d'aborder le sujet a été au moins aussi ambitieuse que celle du premier, et certains passages, comme celui relatif à l'école, étaient remarquablement bien construits. Or, si un politicien susceptible de se conduire en homme d'Etat ne fera pas de mal au LSAP, ce qui manque à ce parti est avant tout une stratégie pour un avenir proche qui s'annonce orageux. Sur l'index comme sur les pensions, le gouvernement se heurtera aux syndicats, ce qui sera bien plus éprouvant pour les socialistes que pour les chrétiens-sociaux. Pas plus tard que mardi, l'OGBL, le syndicat traditionnellement lié au LSAP, a mis sur pied un front du refus avec la CGFP et le LCGB face au projet de réforme du ministre LSAP Mars Di Bartolomeo. L'automne s'annonce chaud.